
Analyses croisées

par

Théo Klein et Hamadi Essid

Pour Hamadi Essid, ancien directeur du Bureau de la Ligue arabe à Paris et actuel ambassadeur de Tunisie auprès de l'Unesco, et Théo Klein, ancien président du Crif et dont l'ouvrage, *Israël aux quatre vents du ciel*, vient de paraître aux Editions Lattès, le dialogue entre Palestiniens et Israéliens est nécessaire et inéluctable. C'est par le dialogue à tous les niveaux de la société que le spectre du refus de l'autre, de la haine et de la peur reculera et que la réalité de ces deux peuples et de leurs droits historiques sur cette terre pourra enfin prévaloir. Hamadi Essid et Théo Klein ont écrit ensemble, en 1988, *Deux vérités en face*, paru aux Editions Lieu Commun.

Théo Klein : Je souhaite ardemment cette conférence de la paix. J'avais suggéré à M. Shamir le 17 janvier 1991 — avec, je le reconnais, une certaine audace — de ne pas attendre la fin de la guerre pour prendre une initiative. Je lui disais : “N’attendez pas d’être acculé à accepter que l’on vous impose quelque chose, avancez vous-même une proposition” et je lui ai suggéré de lancer l’idée d’une conférence régionale du type d’Helsinki. Je continue de penser qu’une telle conférence peut être utile — même et surtout si elle dure — parce que l’important est que les différents peuples, les différents Etats se

rencontrent d'une manière régulière et essaient de rechercher ensemble des possibilités de sécurité et de coopération. Dans mon esprit, l'une ne va pas sans l'autre. Bien que je ne pense pas que ce soit sur le fondement de ma suggestion, à la fin de la guerre, M. Shamir a lancé l'idée d'une telle conférence régionale, qui ensuite s'est un peu noyée dans les difficultés.

A mon avis, la conférence va avoir lieu. J'espère qu'elle débouchera rapidement vers le tête-à-tête souhaité par le gouvernement d'Israël ; mais je pense qu'au-delà de ce tête-à-tête, le problème de la coopération et de la sécurité ne peut pas se régler seulement par des accords avec la Syrie, avec la Jordanie, avec le Liban — avec l'Egypte il y en a déjà un — s'il n'y a pas, par priorité, un règlement avec les Palestiniens. Je sais que ce n'est pas l'opinion du gouvernement israélien ; il faut tout de même le reconnaître, ceux qui ont la charge et la responsabilité d'un Etat ont évidemment la responsabilité de l'avenir direct de cet Etat et n'ont pas la même liberté d'approche que celle qui peut être la mienne. Mais il me semble que fondamentalement, on ne trouvera pas de solution si l'on ne commence pas par aborder le problème, de la coopération et de la sécurité avec les Palestiniens. J'ai une idée là-dessus, sur laquelle je travaille depuis un certain temps qui est fondée sur cette nécessité de coopération entre ces deux peuples car quelles que soient les solutions politiques — un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, une fédération jordano-palestinienne, l'annexion par Israël, ou le maintien du statu quo — la réalité qui existe sur le terrain c'est la réalité de ces deux peuples. Et l'autre réalité que l'on ne peut pas surmonter c'est l'idée que chacun de ces deux peuples a de ses droits historiques sur l'ensemble du territoire.

Les deux peuples existent, le territoire existe, ils ont des droits l'un et l'autre, c'est mon point de vue. Ces droits naissent vraisemblablement de causes différentes, notamment dans le temps, mais ils existent et donc nous sommes en face d'un problème qu'on ne pourra résoudre qu'en essayant de régler celui de la coopération entre les deux peuples. Ceci est d'autant plus important que les Etats arabes, s'ils parviennent à des accords de paix avec Israël, ne feront à mon avis, que des accords tactiques dictés par la conjoncture du moment et que donc cela ne règlera pas cette question sur une longue période ; or tant qu'on n'aura pas jeté les bases d'un règlement sur une longue

période, on n'a pas jeté les bases de la sécurité. Pour les Israéliens, ce problème de la sécurité est vital ; ils sont toujours persuadés qu'il y a quelque part dans l'idée des Arabes qu'ils sont des étrangers dans cette région et qu'il faudrait les éliminer. On ne pourra donc régler cela que s'il y a quelque chose qui permette de surmonter cette difficulté.

Hamadi Essid : Je crois qu'avec des points de départ différents, nous sommes arrivés, Théo Klein et moi, justement à force de dialogue, à nous entendre sur ce qui est essentiel. Seul, le dialogue peut permettre de nous accorder sur ce qui est nécessaire ; et ce qui est nécessaire est la paix. Parce qu'elle préserve, avant même que l'on ne commence à penser à la réconciliation, la sécurité des deux parties. Il m'a semblé depuis quelque temps, et c'est ce qui me fait peur — et là je rejoins parfaitement Théo Klein — que l'on est en train de songer aussi bien dans le gouvernement israélien que dans certains milieux arabes, à des sortes d'ententes bilatérales, donc à une multiplication de Camp David, marginalisant de plus en plus les Palestiniens. Or si l'on ne règle pas le problème palestinien, toute paix restera fragile dans la région. Actuellement, on parle de moins en moins des Palestiniens et cela semble servir autant les intérêts des uns que le désir chez les autres de se venger à travers les Palestiniens de la position qui a été prise ou qu'on prête à mon avis avec une interprétation excessive, à leurs dirigeants. Donc, la marginalisation des Palestiniens ne peut pas servir le succès de la conférence. Aujourd'hui pour des raisons multiples, les Etats-Unis tiennent sérieusement à ce que cette conférence ait lieu et qu'elle aboutisse à quelque chose. Je dois reconnaître que dans le monde arabe, il y a eu une véritable révolution.

Les motivations de ce changement d'attitudes brutal et exceptionnel, c'est-à-dire le passage d'un rejet définitif, historique, moral, religieux d'Israël comme partie de la région à une sorte d'acceptation du fait israélien et de disposition à discuter avec les Israéliens et à faire partie de n'importe quelle réunion qui permettrait de résoudre ce problème, ces motivations ne sont pas toujours convaincantes, néanmoins ce qui est important, c'est qu'un tabou est tombé et que cet état de chose, personne ne pourra plus jamais le modifier entre Israéliens et arabes. Il y a donc le début d'une perception nouvelle de la réalité israélienne dans la région. Il n'est plus sacrilège de se mettre devant un Israélien pour parler avec lui de l'avenir de la région et de l'avenir des Palestiniens. Quelle que soit donc la durée de cette conférence régionale

ou internationale, l'essentiel c'est déjà qu'elle ait lieu. Que ces gens se mettent pour une fois autour d'une table pour discuter ensemble. Cela se passera publiquement, c'est-à-dire devant des milliards d'individus et on ne pourra plus revenir là-dessus. C'est pour toutes ces raisons que quel que soit le temps que prendra cette conférence, quelle qu'en soit la forme, quelque chose aura changé et cette dynamique nouvelle, il faut que les intellectuels dans le monde arabe l'entretiennent. Malheureusement, là encore — et bien qu'il y ait toujours eu, et, qu'il y a toujours une partie de l'opinion publique et de l'intelligensia israélienne qui pousse dans ce sens, celui de la réconciliation, de la paix — il n'y a du côté de l'establishment politique du gouvernement israélien aucun écho à cette démarche arabe nouvelle. Au contraire, on a l'impression que plus les Arabes font de concessions, plus les officiels israéliens font preuve d'intransigeance. Ceci dit, cela ne me rend pas pessimiste pour autant.

Théo Klein : Je ne suis pas là pour défendre les positions du gouvernement israélien. Le jour où la conférence s'ouvrira, on verra quelles sont ses positions et j'espère qu'elles démentiront en partie ce que vous venez de dire. Mais je voudrais revenir à l'idée à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure. Je crois qu'au niveau des politiques, il y a tellement d'arrière-pensées, qu'il est toujours difficile de progresser. Et donc l'idée m'est venue que le seul moyen de faire avancer les choses, peut-être de chercher une solution réside dans la coopération entre ce qu'on appelle volontiers en France les membres de la société civile.

Je suis parti de deux idées qui peuvent paraître contradictoires à ceux qui sont tout à fait cartésiens, mais qui sont la réalité du territoire que vous appelez Palestine et que j'appelle Eretz Israël. Je veux dire que, fondamentalement, l'idée — défendue par Martin Buber que j'ai trouvé rappelée dans le livre d'Alain Gresh "Clefs de la crise du Golfe" — d'un Etat binational ne me paraît pas correspondre à la profonde volonté, aux aspirations des deux peuples. Chacun d'eux veut vivre suivant ses propres lois. Alors comment résoudre cette difficulté autrement que par la création, ensemble, sur l'ensemble du territoire des moyens d'un développement commun. Que les deux peuples acceptent de travailler à la construction d'infrastructures communes, au développement commun d'un certain nombre d'éléments importants comme l'alimentation en eau, l'énergie ou la technologie avancée. Des peuples comme ceux-là, tout de même relativement avancés par rapport

aux autres peuples de la région, ont les moyens de ce développement, de cette haute technologie. Dans ce domaine, on peut créer une espèce d'infrastructure sur l'ensemble du territoire de telle sorte que chacun sera chez lui dans sa partie de territoire mais sera aussi un peu chez lui dans l'autre partie de territoire. Il y aura ainsi une imbrication d'intérêts telle qu'il faudrait être complètement fou pour vouloir à nouveau se bagarrer. Au contraire, on aura le sentiment de développer ensemble quelque chose et d'avancer ensemble. Il y a déjà deux ou trois ans, j'ai eu l'occasion de rencontrer un membre de l'OLP (peut-être ferai-je l'objet de poursuites à ce sujet) pour lui parler de cette idée et lui demander s'il pouvait me proposer quelques noms d'économistes arabes palestiniens, si possible, peut-être de la diaspora, qui pourraient, avec des Juifs de la diaspora, commencer à travailler sur ce projet.

Parce que moi qui en ai l'idée, je n'ai ni les moyens ni les connaissances requises pour la réaliser.. Pour toutes sortes de raisons, cela n'a rien donné et je me suis alors tourné vers la Communauté économique européenne. Je leur ai tenu ce discours, qui me semble avoir quelques échos : l'Europe a très envie de jouer un rôle dans cette partie du monde : comme elle est méditerranéenne, il est tout à fait légitime qu'elle y soit présente ; mais je pense qu'elle ne jouera aucun rôle politique si elle continue à courir derrière les Etats-Unis d'Amérique sans jamais arriver à les rattraper. Par contre, si l'Europe voulait être le sponsor d'une idée de coopération israélo-palestinienne, comprenant les juifs et les arabes qui vivent sur le terrain, eh bien là elle pourrait assumer un rôle extrêmement important parce qu'elle en a l'expérience, les connaissances et les moyens. Elle pourrait même un jour être un élément moteur. Je crois qu'il faudrait que de part et d'autre, nous essayons d'encourager des hommes de terrain, la société civile, à travailler sur cette idée-là, essayer de la développer, parce que, encore une fois, c'est la réalité et quel que soit l'habillage politique qui viendra par la suite régler les rapports entre ces deux peuples, la coopération; si elle a avancé, si elle est préparée, si elle est nourrie par des études, si elle proposée et soutenue par la force économique que représente la Communauté européenne, eh bien, elle aura peut-être le don de faciliter ensuite les accords politiques. Voilà l'idée que je voulais vous présenter ; je serai extrêmement heureux qu'elle soit reprise, qu'elle me soit volée même, pourvu qu'elle réussisse. Dites que vous êtes d'accord...

Hamadi Essid : Il me devient difficile d'avoir des débats avec Théo Klein parce que l'aspect spectacle s'émousse puisque il m'arrive d'être de plus en plus d'accord avec ses positions qui me semblent de plus en plus courageuses. Je ne sais pas si c'est dû à ma fréquentation et à mes arguments, mais il est vrai que depuis deux ou trois ans, nous avons fait l'un et l'autre les pas qu'il faut pour abattre les tabous. Et en fait, on s'aperçoit toujours, mais hélas! souvent trop tard, que ce qui sépare les peuples, les nations, les ethnies, n'est qu'un problème de sacralisation des différences et personne ne veut être le premier des iconoclastes. Je crois encore une fois, qu'il y a eu un mouvement exceptionnel de la part des Arabes, un mouvement d'acceptation de l'autre et même une transformation de cette acceptation en une sorte de volonté de coexistence nécessaire et de développement commun.

L'aboutissement de la paix ne peut être que par la complémentarité physique, humaine, géographique, économique et plus tard historique, entre au moins trois des peuples de la région : les Jordaniens, les Palestiniens et les Israéliens. Il faut simplement qu'il y ait parmi les politiques, parmi ceux qui vont s'asseoir à la table des négociations, des gens suffisamment courageux pour admettre cela comme une réalité à laquelle on ne peut pas échapper et qui va être le point de départ de cette négociation. Le véritable enjeu de la négociation n'est pas simplement de trouver des frontières sûres et reconnues, une paix entre les pays de la région, des accords internationaux entre la Syrie et Israël, la Jordanie et Israël, mais une réconciliation de tous les peuples de la région pour que l'on sorte d'une dialectique de méfiance, de peur, de guerre, de rejet de l'autre. Il y a aujourd'hui un élément nouveau et important : on parle de la paix avec les Israéliens et pas par l'intermédiaire du Conseil de l'Europe ou des Américains et pas en comptant, dans un monde jusqu'ici bipolarisé, sur un des deux grands qui serait "notre ami" face à l'autre grand qui serait le protecteur d'Israël.

Théo Klein : Il n'y en a plus qu'un maintenant.

Confluences : A vous entendre, j'ai le sentiment que, pour différentes raisons, vous oubliez les obstacles politiques en faisant

comme si les choses allaient forcément bien se passer. Vous prenez les acteurs — tous les acteurs de cette confrontation — comme vous voudriez qu'ils soient et pas comme ils sont en réalité. Pour être concret, si je reprends ce que vous dites sur l'Europe : l'Europe a tout de même fait ces derniers mois preuve de fragilité politique et vous pensez qu'elle a un rôle fondamental à jouer. Si on prend les Palestiniens, vous en parlez comme s'ils étaient vraiment des acteurs forts alors qu'aujourd'hui, ils sont en plein désarroi et divisés après avoir fait beaucoup d'erreurs politiques. Si on prenait les acteurs tels qu'ils sont, que diriez-vous, par exemple, de l'Europe ou des Palestiniens ?

Théo Klein : Je comprends très bien votre question. Mais je crois que si on veut rester au niveau des acteurs tels qu'ils sont, on n'avancera pas beaucoup. Moi je n'ai aucune responsabilité politique, je n'engage que ma modeste personne dans ce débat, il faut tout de même que je profite de cela pour dire un certain nombre de choses que souvent les hommes politiques pensent mais ne disent parce que par leurs propos, ils engagent l'avenir et que beaucoup d'acteurs dans cette affaire là ont un jeu politique assez primaire. Je rejette l'idée qu'il faille avoir des positions extraordinairement fortes et négatives avant d'arriver à la table de conférence parce que si on dit quoi que ce soit d'un peu nouveau, des offres d'ouverture, avant la conférence, eh bien on y arrive avec cette concession déjà faite et il n'y a plus de monnaie d'échange. Je crois personnellement, mais je n'ai pas l'avantage d'être un diplomate, qu'on est dans une position plus forte lorsqu'on arrive après avoir défini un certain nombre de propositions sur lesquelles justement on ne peut plus rien vous demander. Cela oblige l'autre partie à faire des concessions. Mais je ne suis pas dans la peau ni dans la responsabilité des membres du gouvernement d'Israël, ni des membres des pays de la CEE. J'ai donc une liberté de parole. Mais ce n'est pas parce que j'exprime des idées qui paraissent peut-être extraordinairement positives que ces idées sont forcément mauvaises. J'espère qu'elles sont simplement un peu en avance sur une évolution possible. C'est en lançant des idées de ce genre qu'on rend parfois les évolutions possibles. En tout cas, je constate dans les quelques contacts officiels que j'ai, que ces idées-là rencontrent petit à petit des échos favorables. Les choses commencent souvent comme ça.

Alors, quelle est mon idée sur l'Europe? Je pense que l'Europe des Douze est une Europe démocratique, fondée sur l'idée de la démocratie et qu'en conséquence — et là je me place du côté plus étroit de la communauté juive— elle est aussi une protection. La seule protection des Juifs contre l'antisémitisme, c'est la démocratie. Je n'en vois pas d'autre. Ce n'est pas parce qu'un souverain autocrate va défendre ses juifs et il y en a encore quelques exemples, notamment dans un pays que je ne nommerai pas, que les juifs sont vraiment en sécurité, car le souverain demain, pourra considérer que son intérêt est de ne plus les défendre. La démocratie est le seul système qui défende, pas seulement les juifs, mais les minorités en général. Il y a beaucoup de minorités en Europe comme il y en a beaucoup au Proche-Orient et ailleurs.

La démocratie peut être mieux défendue par une Europe unie, je suis donc effectivement pour l'Europe. Je pense qu'elle peut jouer un rôle, à condition de ne pas s'imposer mais de se proposer, de ne pas exporter ses idées, ses conceptions, mais de dire : "J'ai une expérience, j'ai un certain nombre de moyens et je suis prêt à les mettre à votre disposition si cela peut vous aider. Mais c'est vous qui devez être les patrons chez vous". Ce n'est pas l'Europe qui va venir organiser les choses mais c'est elle qui va être le sponsor, c'est-à-dire celui qui propose et facilite les opérations. Les Palestiniens vous apparaissent comme étant dans une phase de faiblesse ; cela ne semble pas tellement vrai, parce qu'aujourd'hui, le phénomène palestinien, l'existence des Palestiniens, les droits des Palestiniens existent et sont reconnus beaucoup plus qu'ils ne l'ont jamais été par le passé. J'ai rappelé dans ce débat que les accords de Camp David — que mon ami Hamadi Essid n'aime pas beaucoup — reconnaissaient les droits politiques des Palestiniens. C'était une étape importante qui a été franchie à ce moment-là. Ce qui manque peut-être aux Palestiniens, c'est un organe d'expression qui soit crédible. Je ne voudrais pas qu'on se lance dans un grand débat sur l'OLP ; mais on peut tout de même dire que la crédibilité de l'OLP peut être mise en question; non pas seulement à cause de son attitude dans la guerre du Golfe, pas seulement non plus à cause de son attitude au moment du putsh en Russie soviétique, mais parce que il y a plusieurs paroles de l'OLP. Quand Bassam Abou Charif dit quelque chose, il est ensuite démenti par Yasser Arafat ou par d'autres. J'aurais souhaité qu'on trouve effectivement le moyen de permettre aux Palestiniens et notamment aux Palestiniens des

Territoires, de choisir leurs représentants. Je n'ai pas du tout adhéré, je dois le dire, à l'idée qu'il faudrait interdire aux Palestiniens de choisir telle ou telle catégorie de Palestiniens parce que cela remettrait en cause certaines choses. Je ne vois pas pourquoi par exemple, un Palestinien domicilié à Jérusalem — dès lors d'ailleurs qu'au moment de l'annexion de Jérusalem, il a décidé de ne pas devenir israélien ce qui lui était offert, mais de rester avec sa citoyenneté jordanienne — ne ferait pas partie d'une délégation représentant les résidents de ce territoire qui ne sont pas israéliens. Il faut bien que les Israéliens aient en face d'eux des représentants qualifiés qui puissent, comme disent les Américains, délivrer la marchandise.

Tous ces événements ont fait mûrir les Palestiniens et aujourd'hui, ils peuvent parfaitement être présents dans la conférence pour tenir un langage qui permette de faire progresser les choses. Je n'ai pas à me prononcer sur cette délégation, mais je crois qu'ils doivent tenir leur représentativité de l'intérieur du peuple palestinien et ce n'est pas la reconnaissance par tel ou tel élément extérieur qui est fondamentale. J'ai beaucoup regretté d'ailleurs que la France ait repris quelques initiatives par rapport à M. Arafat parce que je pense que ce n'est pas le rôle de la France de désigner les représentants des Palestiniens ou de jouer un jeu subtil pour essayer de dire ensuite : "Nous avons été les premiers qui..." J'ai beaucoup de respect pour le gouvernement français. Je pense qu'il a beaucoup de bonne volonté, mais de temps à autre, confronté à des événements sur lesquels il ne peut pas peser réellement, il nous offre un peu trop de spectacle.

Hamadi Essid : Cela ne me gêne pas du tout que l'on remette en cause la représentativité de l'OLP, ne serait-ce que parce que je crois qu'en cas d'élections libres, c'est encore aujourd'hui l'OLP qui obtiendrait les suffrages de la population palestinienne et qui représenterait les Palestiniens à toute négociation devant décider du problème palestino-israélien. Je dis cela avec d'autant plus d'inquiétude que je doute qu'il en sera ainsi dans un an ou deux si on continue à tergiverser et à reporter l'échéance de cette rencontre pour la paix, car le désespoir des Palestiniens les aura conduit vers une radicalisation de leur mouvement. C'est ce qui explique l'attitude de la rue palestinienne pendant la guerre du Golfe car toutes les concessions qui ont été faites, toutes les ouvertures semblaient à ce moment-là n'avoir abouti qu'à une impasse et il n'y avait plus d'alternative pour la jeunesse palestinienne

en particulier. Si des élections étaient possibles partout sur les territoires revendiqués par les Palestiniens, pour choisir leurs représentants, je crois que l'OLP serait prête à les accepter. Ce qui ne me semble pas du tout être le cas de Shamir qui a répété à plusieurs reprises et en particulier devant la Knesset, qu'il n'était pas question d'accepter un élu qui serait d'obédience OLP. On revient là au schéma traditionnel de la décolonisation : on veut toujours négocier avec ses propres créatures. Théo Klein et moi nous pêchons peut-être, dans notre attitude, par un dépassement de l'immédiat. Ni lui ni moi ne parlons comme des hommes politiques ou des diplomates mais plutôt comme des hommes qui croient à l'histoire et à l'expérience. Nous avons vu, nous qui sommes d'âge à avoir vécu l'expérience de la décolonisation un peu partout, que ceux qui préparent la décolonisation ne sont pas nécessairement ceux qui la négocient ni ne sont nécessairement ceux qui prennent — après la décolonisation — les rênes du pouvoirs. Ensuite, nous avons vu que l'évolution des attitudes et des positions peut changer de manière radicale en très peu de temps à partir du moment où le processus du changement est déclenché.

En ce qui concerne l'intervention de l'Europe, je crains d'avoir fait le cheminement inverse de celui de Théo Klein. Quand nous appelions, il y a quelques années, de nos vœux une initiative européenne qui nous aurait dégagés de l'alternative des deux Grands, parmi les grandes puissances européennes, en dehors de la France, le reste des Douze ne semblait pas trop enthousiaste pour proposer un projet et imposer une intervention dans le problème arabo-israélien. Aujourd'hui, on doit reconnaître que l'Europe a raté le coche en tant qu'acteur déterminant dans cette affaire. Nous souhaitons qu'elle soit néanmoins présente à toute négociation sur la paix, car sa sécurité n'est pas indépendante de la sécurité dans la région. Mais ce sera au même titre que les pays du Golfe ou ceux de l'UMA, le maître-d'œuvre n'étant plus, d'évidence, que les Etats-Unis.

L'histoire est parfois beaucoup plus rapide que l'imagination des hommes et puisque nous pouvons nous permettre de parler au-delà des exigences du moment, j'ai un autre pressentiment : nous sommes en train de vivre une période où on ne parle que d'effondrement, d'éclatement, d'explosion, d'atomisation, d'effritement et d'émergence et de ré-émergence. Il y a dans ces grands changements des choses très

positives, encore qu'il y ait des nuances à apporter.

Il y a dans les mouvements de démocratisation, d'autonomie, de libération des peuples auxquels nous assistons, beaucoup d'éléments inquiétants parce que justement annonciateurs d'un monde divisé non seulement en nations, mais en ethnies et en tribus. On retourne à cette querelle à laquelle nous croyions avoir échappé avec l'avènement de l'humanisme et de la démocratie moderne, en particulier dans les pays occidentaux et en Europe, qui est à l'origine des Croisades, qui a mené l'inquisition. La notion d'Occident chrétien qui rejette tout ce qui n'est pas lui, et en particulier le juif et le musulman est en train de se reformer un peu partout à tel point que nous avons vu concomitamment à Moscou, par exemple, des manifestations anti-arabes, un rapprochement avec Israël — mais pour des raisons équivoques, malsaines — et un ostensible mouvement antisémite. La ré-émergence des mouvements slaves, par exemple est un signe précurseur de la nouvelle configuration idéologique dans cette région du monde mais aussi les autres regroupements ethnocentriques.

Quand je vois tout cela, j'ai très peur de l'Occident de demain. Je vois de plus en plus de signes de ré-émergence de la marginalisation de tout ce qui n'est pas l'Occidental. On peut lire cela un peu partout, dans les mouvements contre l'immigration, non pas d'ailleurs dans le mouvement lui-même, mais dans l'expression de ce mouvement, dans l'antisémitisme qui renaît un peu partout, en Europe orientale en particulier et qui finira nécessairement par encourager d'autres courants ailleurs, dans l'anti-arabisme. Je pense que deux peuples qui ont vécu très longtemps ensemble, qui ont beaucoup produit ensemble, qui ont fait évoluer l'histoire, la civilisation ensemble et qui ont été parfois, ensemble et en même temps, les victimes de l'Occident, en particulier lorsque l'Islam a été rejeté de l'Europe occidentale avec ses Arabes et ses juifs, ces deux peuples ont aujourd'hui de nouvelles raisons de s'entendre et de relever ensemble le défi de l'histoire. J'y pense intensément et je crois que petit à petit, un mouvement dans ce sens est en train de naître dans le monde arabe. J'ai été très fier d'entendre il y a quelques jours un responsable tunisien, parlant de l'image et de l'avenir de la Tunisie, insister sur la composante juive en Tunisie, l'apport juif à la Tunisie et l'apport tunisien à l'expression juive et la nécessité de prendre cela en compte dans notre réflexion commune sur l'avenir.

Bien sûr, ce genre de discours peut donner l'impression de verser dans la naïveté, dans l'excès d'optimisme, mais, ayant vécu des transformations extraordinaires depuis quelques années, je crois qu'il y a un mouvement dont la progression va être fulgurante malgré tout ce qui apparaît aujourd'hui comme un freinage, volontaire comme celui du gouvernement israélien, ou un freinage par défaut comme semble l'indiquer la situation des Palestiniens, mais il y a un mouvement de l'histoire contre lequel nous ne pouvons rien, même si nous le voulions. Et nous ne le voulons pas, au contraire, il va falloir que nous l'accompagnions.